

Sécurité publique : Pas à pas vers une dystopie

L'extension de la loi "sécurité publique" et la collecte des données religieuses, politiques et de santé enlève une pierre de plus au fondement de notre démocratie et aux principes sur lesquels notre république est bâtie.

Lille, le 13 janvier, 2021 - Volt Lille et Volt Hauts-de-France s'interrogent sur l'intention de l'extension de la loi "sécurité publique" par les décrets qui portent atteinte aux principes démocratiques sur lesquels notre pays est fondé. De la même manière que la loi de la "sécurité globale" ne compensera pas le manque de sentiment de sécurité dans notre vie quotidienne, les décrets, qui permettant le fichage des opinions politiques, des convictions religieuses et des données de santé comme condition préalable à l'accès à certaines professions publiques ont le potentiel de nous rapprocher encore un peu plus de pays comme la Pologne ou la Hongrie et de leur définition de la démocratie.

Notre nation est fière de sa laïcité. Pourtant, la nouvelle loi permet d'enregistrer les convictions religieuses et politiques et de les utiliser comme critère d'évaluation ou, encore pire, comme instrument de discrimination. Dans une prochaine étape, sera-t-il nécessaire d'être catholique pour pouvoir exercer une fonction publique ? Les fonctionnaires ayant une "mauvaise" confession seront-ils invités à démissionner ? Cela se passera-t-il comme en Pologne ou en Égypte ? La discrimination fondée sur les opinions religieuses ou politiques lors du recrutement est illégale. En France, elle devient la nouvelle norme pour les fonctions publiques.

Nous regrettons également la collecte de données sur la santé. À cet égard, il faut aussi rappeler la décision du gouvernement d'attribuer à Microsoft le contrat pour le Health Data Hub - la plateforme qui héberge toutes les données de santé des citoyens français - non seulement pour le stockage mais aussi pour l'exposition de nos données à des gouvernements étrangers, ce qui a été critiqué à juste titre par la [CNIL](#) récemment. Nous ne voulons pas imaginer sur quel chemin pourrait déboucher la sélection par rapport à des données de santé. Pour le contexte, le film [Gattaca](#) nous vient à l'esprit, dans lequel la participation aux programmes spatiaux était réservée aux citoyens en bonne santé et génétiquement purs. Est-ce là l'avenir dystopique que nous voulons pour la France ?

Volt Lille et Volt Hauts-de-France sont convaincus que tout le monde doit être égal devant la loi et que notre gouvernement doit tenir tout le monde responsable selon les mêmes normes. Nous regrettons donc que ces décrets soient introduits en France.

A propos de Volt

Volt est un mouvement politique paneuropéen fondé en mars 2017 et présent dans tous les pays de l'UE. L'année dernière, il a récolté plus d'un demi-million de voix sur le continent aux élections européennes et a remporté son premier siège au Parlement européen. Depuis lors, ses candidats ont été élus dans divers organes municipaux de plusieurs pays. Volt souhaite s'attaquer à des problèmes urgents tels que le changement climatique, les inégalités sociales et les crises économiques à travers une Europe plus démocratique et unifiée.

Contact Volt Hauts-de-France/Lille :

Sven FRANCK

(+33) 06 61 76 64 23

sven.franck@volteuropa.org

Volt France

23/25 rue Jean-Jacques Rousseau

75001 Paris